

FOCUS

SUR LA FAO ET L'AGRICULTURE AU BURUNDI



Vol. 1 - N° 1
JUILLET - SEPTEMBRE
2011

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DE LA FAO BURUNDI
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE



Dans ce numéro:

- | | | | |
|----|--|----|--|
| 4 | Etat de la sécurité alimentaire au Burundi | 11 | Repeuplement du Cheptel FAO/Espagne |
| 8 | FAO et UE dans la plaine de l'Imbo | 14 | La FAO lutte contre le VIH et les inégalités du genre en Afrique |
| 10 | La réponse de la FAO à la menace du BXW au Burundi | 15 | La FAO ouvre un sous bureau à Makamba |

Bienvenue,

Chers lecteurs, à notre bulletin trimestriel FOCUS, une plateforme pour disséminer l'information sur la sécurité alimentaire et l'agriculture et les activités de la FAO et de ses partenaires, au Burundi et au sein de la communauté est-africaine.

La FAO s'attèle à aider les agriculteurs burundais à sortir d'une agriculture de subsistance pour évoluer vers une agriculture de marché, un processus marquant une transition des situations d'urgence à celles de réhabilitation/développement et nécessitant une visibilité soutenue.

Le bulletin évoquera des événements et analyses des situations en rapport avec la réduction et la gestion des risques de catastrophes dans le domaine agricole.

Le bulletin a la vocation de donner la voix à tout le monde: experts, bénéficiaires des interventions, bailleurs de fonds et autres partenaires impliqués dans l'exécution des projets.

Grâce à cette approche participative dans la génération de l'information, des alternatives ou meilleures pratiques seront proposées pour résoudre les défis se posant dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

Bonne lecture!

Barnabé Ndayikeza &

James Belgrave

Vos opinions et commentaires sont toujours les bienvenus à notre adresse:

FAO Burundi,
Av. De la Plage, Q. Asiatique,
B.P. 1250, Bujumbura, Burundi
FAO-BI@fao.org

PHOTO FOCUS

La FAO en Action



Mai 2011, Kabezi, Bujumbura Rural :

Une formation sur la collecte des données à l'aide de la « Digital Pen and Paper Technologie (DPT) » dans le cadre du renforcement des capacités des techniciens des institutions partenaires (Ministère de l'agriculture et de l'élevage, ISABU, CRS & Université du Burundi) pour le suivi des parcelles de multiplication de boutures tolérantes à la mosaïque sévère du manioc.



Juin 2011, Mutimbuzi, Bujumbura Rural :

Le représentant a.i. de la FAO, Hubert Chauvet, remet un certificat de réussite en formation en Champs Ecole Paysan au Président du collectif des associations de riziculteurs du périmètre Mugerero.



Juin 2011, Bujumbura & décente a Rumonge, Bururi :

Un atelier régional sur le manioc organisé par la FAO Burundi du 6-8 juin 2011 a réuni plus de 100 experts nationaux et internationaux. L'atelier avait pour but l'évaluation à mi-parcours du projet OSRO/RAF/912/EC financé par l'Union Européenne sur les meilleures pratiques de lutte contre les maladies du manioc dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et du Centre



©FAO/A. Pierdomenico

Le 26 juin 2011, à Rome, le Brésilien José Graziano da Silva a été élu Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Âgé de 61 ans, Graziano da Silva a obtenu un total de 92 voix sur les 180 bulletins exprimés, l'emportant ainsi devant l'ancien Ministre espagnol des affaires étrangères Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé qui a obtenu 88 voix. Il n'y a pas eu d'abstentions.

L'élection s'est déroulée le deuxième jour de la Conférence des 191 pays Etats membres de la FAO, qui doit aussi voter le budget de l'Organisation pour 2012-2013.

Au Brésil, en sa qualité de Ministre extraordinaire de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la faim, M. da Silva était responsable de la mise en œuvre du programme Fome Zero (Faim zéro). Il avait également joué un rôle principal lors de l'élaboration de ce programme qui avait contribué à extirper 24 millions de personnes de l'extrême pauvreté en cinq ans, tout en réduisant de 25 pour cent la sous-alimentation au Brésil.

Depuis 2006, il est Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional de l'Organisation pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

José Graziano da Silva est né le 17 novembre 1949. Il est titulaire d'une licence en agronomie et d'une maîtrise en économie et sociologie rurales de l'Université de São Paulo, ainsi que d'un doctorat en sciences économiques de l'Université d'Etat de Campinas (UNICAMP). Il a également obtenu deux diplômes post-doctoraux en études latino-américaines (University College of London) et en études environnementales (University of California, Santa Cruz). De nationalité italo-brésilienne, il est marié et père de deux enfants et deux fois grand-père. Il parle couramment l'anglais, l'espagnol et le portugais.

José Graziano da Silva est le huitième Directeur général de la FAO depuis la création de l'Organisation le 16 octobre 1945 à Québec. Le mandat du nouveau Directeur général, qui succède au Sénégalais Jacques Diouf, débutera le 1er janvier 2012 et se prolongera jusqu'au 31 juillet 2015.

Pour plus d'info visitez notre site web:
www.fao.org

La peste bovine : la première maladie animale à être éradiquée par l'homme

La Conférence de la FAO, l'organe suprême de l'agence de l'ONU, a adopté une résolution déclarant le monde libéré de cette maladie dévastatrice. La déclaration du 28 juin 2011 marque la dernière étape d'une campagne mondiale lancée depuis une décennie et mise en œuvre par la FAO, en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) et d'autres partenaires, pour éradiquer la peste bovine. Cette éradication de la peste bovine représente un effort de collaboration au sein duquel le Programme d'éradication de la peste bovine (GREP) a joué un rôle clé. La dernière épidémie de peste bovine a été enregistrée au Kenya en 2001 et la dernière vaccination a eu lieu en 2006.

Influenza aviaire: des décennies pour enrayer H5N1

Selon un nouveau rapport de la FAO, l'élimination chez les volailles du virus hautement pathogène H5N1 de l'influenza aviaire dans les six pays où il demeure endémique prendra au moins dix ans et nécessitera des engagements à long terme. La FAO Burundi lutte contre cette maladie à travers un projet financé par la Délégation de l'UE.

Représentation FAO Burundi

Comme suite au départ de M. Arlindo Bragança Gomes, qui a été appelé aux nouvelles fonctions en avril 2011, **M. Hubert Chauvet**, Coordinateur CAUR a été désigné pour couvrir les fonctions de représentant a.i. de la FAO Burundi.

Commission européenne, FAO, FIDA et PAM joignent leurs forces

La Commission européenne, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont paraphé le 27 juin 2011 à Rome un nouveau Cadre stratégique de coopération pour accroître la capacité de la communauté internationale à accorder à la sécurité alimentaire et à la nutrition un soutien effectif, coordonné, opportun et durable.

En joignant leurs forces, les quatre partenaires cherchent à optimiser l'impact collectif sur la sécurité alimentaire mondiale. Le Cadre stratégique de coopération définit les rôles complémentaires des trois agences des Nations Unies basées à Rome en mettant l'accent sur la cohérence de leurs avantages comparatifs et de leurs mandats de base qui s'en trouveront améliorés grâce à une coordination et une collaboration renforcées.

Lancement d'une nouvelle plateforme pour la sécurité alimentaire

La FAO et le PAM ont lancé une plateforme pour la sécurité alimentaire (**Monde Sécurité Alimentaire**) afin d'améliorer la coordination des opérations dans le domaine de la sécurité alimentaire lors des crises humanitaires.

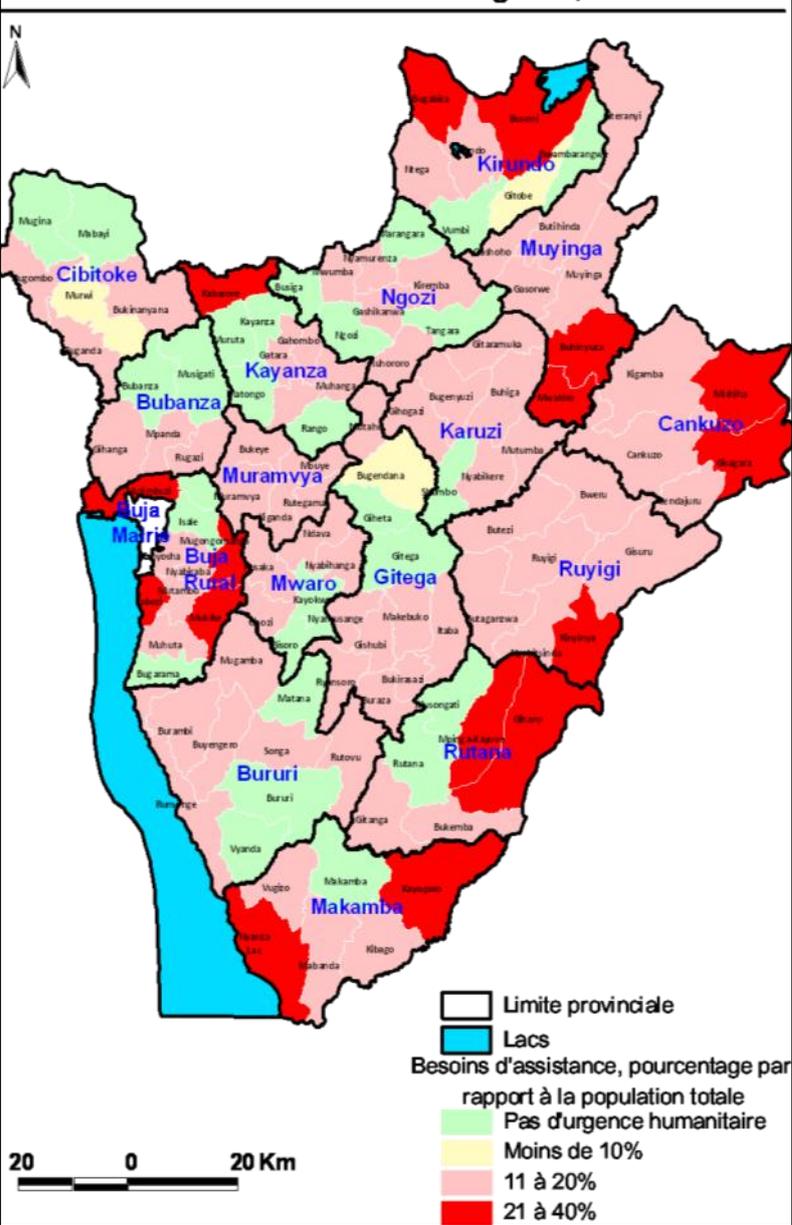
L'indice FAO des prix alimentaires en légère hausse en juin

L'indice FAO des prix alimentaires a augmenté d'un pour cent à 234 points en juin 2011, soit en augmentation de 39 pour cent par rapport à juin 2010, mais quatre pour cent en dessous de son record historique de 238 points en février de cette année. La forte hausse des cours mondiaux du sucre est pour une grande partie responsable de l'augmentation.

ETAT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE AU BURUNDI

(Premier semestre de 2011)

Carte des besoins d'assistance d'urgence, saison 2011B



L'insécurité alimentaire persistante au Burundi prend ses racines au niveau des problématiques structurelles qui sont notamment une forte paupérisation pour une agriculture de plus en plus exigeante, une forte dégradation de l'environnement accompagnée d'une infertilité du sol, une forte densité de la population ayant pour conséquence une exigüité des terres caractéristique d'une agriculture de subsistance.

Pour la période de janvier à juin 2011, des contraintes conjoncturelles de taille se sont ajoutées à ces dernières pour d'avantage réduire la production agricole. Il s'agit notamment du phénomène La Niña qui a causé des déficits hydriques importants dans les régions du Nord/Est, Est et Sud du pays, des pluies torrentielles et grêleuses survenues depuis janvier 2011 en moyenne et haute altitudes. Ainsi, une chute de production agricole de 3% a été observée sur la saison 2011A, comparativement à 2010. De plus, les importations alimentaires ont connu une chute de 30%, se traduisant par une diminution des disponibilités alimentaires. De ce fait, les prix ont de nouveau connu une flambée sur les marchés, diminuant le niveau d'accès alimentaire. Le fort taux de malnutrition chronique oscillant au tour de 60% s'est fortement maintenu.

Les zones les plus fragilisées sont notamment les dépressions du Nord (Bugesera), les dépressions de l'Est (Moso), les villages ruraux intégrées qui reçoivent les rapatriés, les collines fortement frappées par la grêle ciblées en moyenne et hautes altitudes, ainsi que la commune Kabarore, tous classés en phase III selon l'échelle IPC : Crise Alimentaire Aigue et Crise des Moyens d'Existence. Le reste du pays est en phase II d'Insécurité Alimentaire Limite / Modérée, et le moindre choc suffit pour provoquer une insécurité alimentaire aigue. De plus, le flétrissement bactérien déclaré et confirmé dans plusieurs provinces frontalières avec la Tanzanie et la RDC constitue une menace de plus à la sécurité alimentaire. ■

Pour plus d'informations, contactez
Méthode Niyongendako,
Consultant FAO
Method.Niyongendako@fao.org

La FAO au Burundi



Le Bureau de la FAO à Bujumbura

Le Burundi est membre de la FAO depuis 1963 et le Bureau de la Représentation a ouvert ses portes dans le pays en 1982. Depuis cette date, la FAO Burundi travaille d'arrache-pied pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la faim et la malnutrition des populations les plus vulnérables, à travers le programme de la Représentation d'une part et la Coordination des opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation, d'autre part. La FAO Burundi fournit un appui technique spécialisé au Gouvernement burundais et aux partenaires dévoués à la promotion de la sécurité alimentaire à travers de meilleures pratiques agricoles.

Le Programme de la Représentation FAO au Burundi

Les activités de la FAO au Burundi s'articulent autour de quatre axes principaux découlant du mandat de l'organisation qui est essentiellement de fournir de l'assistance technique aux pays membres dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage, des forêts, de la pêche, de l'environnement, notamment :

- Par l'élaboration des politiques et stratégies nécessaires au relèvement communautaire ;

- Par la mise en œuvre des projets, soit sur financement du programme de coopération technique (TCP) de la FAO, soit sur financement des partenaires de développement bilatéraux ou multilatéraux ;
- Par la collecte, l'analyse et la diffusion de l'information sur le secteur rural ;
- Par une assistance agricole d'urgence aux populations vulnérables, dans les pays affectés par la guerre ou confrontés à des aléas climatiques comme le Burundi.

Dans le cadre de la mise en œuvre actuelle des projets de développement, nous pouvons citer :

Le Projet « **Horticulture Urbaine et Périurbaine** » d'un montant de 1 999 971 USD. Les activités du projet visent l'amélioration de l'accès au crédit, aux moyens de production et à la formation de quelque 7 500 à 10 000 habitants qui pratiquent l'HUP, en particulier les femmes. Financé par le Royaume de Belgique, le projet contribuera également à réduire l'utilisation de pesticides, à développer des activités agro-forestières, et à animer les activités de toutes les filières horticoles. L'accès et la sécurisation des ressources naturelles principales (terre, eau de qualité), la qualité des produits (mise en œuvre des bonnes pratiques

horticoles tout au long de la filière), l'appropriation de la filière par les acteurs d'amont en aval, la promotion de la consommation, la consolidation des activités post-récolte et de la commercialisation, et la capitalisation des expériences et l'accès à l'information sont des activités qui seront menées à travers ce projet.

Le Projet **Autorité du Lac Tanganyika** d'un montant de 746 960 USD. Les activités de ce projet visent à faciliter la mise en œuvre du Programme régional pour une gestion intégrée du Lac Tanganyika par les Etats partageant les eaux du Lac avec le Burundi: la RDC, la Tanzanie et la Zambie.

Le Projet de **gestion transfrontalière des agro-systèmes du bassin de la Kagera** d'un montant de 7 000 000 USD. Les activités de ce projet incluent la lutte contre la dégradation des terres et les effets de la sécheresse dans le bassin, la prévention et contrôle des espèces allochtones, la conservation et la gestion des ressources naturelles et transfrontalières, et le renforcement des capacités institutionnelles.

Le Projet **Amélioration de la sécurité alimentaire** dans les districts transfrontaliers du Burundi, du Rwanda et de l'Uganda et le soutien à la modernisation de l'agriculture dans le cadre du NEPAD d'un montant de 19 350 USD. Les activités de ce projet incluent un appui à la planification du développement de la chaîne des valeurs pour le fruit de la passion, afin de renforcer les capacités des groupes de producteurs et leur capacité à interagir avec les fournisseurs de service et maîtriser la filière commerciale de ce produit.

Programmes de la FAO/CAUR : De l'Urgence vers le Développement

Coordination et information

Depuis 1996, l'unité de Coordination des opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation de la FAO (CAUR) au

Burundi se focalise principalement sur la réduction de la vulnérabilité, le développement des capacités et la coordination des opérations dans la domaine de la sécurité alimentaire au Burundi. La CAUR soutient le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE) dans la mise en œuvre et la conception des projets et programmes qui prônent l'auto-prise en charge et le redressement socio-économique. La FAO travaille en partenariat avec de multiples partenaires, notamment dans le groupe Sécurité Alimentaire et Nutrition (GSAN), un cadre piloté par le Gouvernement du Burundi et présidé par la FAO/CAUR en collaboration avec l'UNICEF, le PAM et autres ONG.

Réduction et Gestion des Risques de Catastrophes (DRR/DRM)

Dans le cadre de la gestion et la réduction des risques de catastrophes la FAO/CAUR est en train de réaliser des interventions portant sur l'assistance d'urgence aux populations les plus vulnérables. Au début de 2010, la FAO/CAUR a lancé une alerte sur la menace d'une famine dans le nord-est et cette famine a été combattue avec succès. Pendant la période 2010-2011, la FAO/CAUR a apporté un appui aux ménages les plus affectés par le phénomène climatique La Niña et les perturbations climatiques (pluies torrentielles, grêle). En plus, la FAO/CAUR travaille sans arrêt pour lutter contre les maladies et pestes transfrontalières (maladies du manioc depuis 2007, invasion de chenilles en 2010, BXW en 2011).

Un bulletin mensuel sur le système d'alerte précoce et de surveillance de la sécurité alimentaire (SAP/SSA) est publié et, à travers ce canal, les intervenants sont régulièrement informés sur la situation de la sécurité alimentaire et sont en mesure d'intervenir, notamment par :

Intrants - Foires

De juillet 2009 à juin 2011, 236 100 ménages vulnérables, soit 1 180 500 personnes (dont un grand nombre de rapatriés et de ménages victimes des intempéries, orphelins et veuves chefs de ménages et veuves prenant en

charge les enfants mineurs) ont bénéficié de l'assistance en intrants agricoles de base, sous forme de foires aux semences ou de distributions directes, avec comme résultat l'augmentation de la production et la couverture de leurs besoins.

Horticulture/maraîchage

LA FAO/CAUR est aussi pionnière dans l'horticulture urbaine et périurbaine génératrice de revenus familiaux. L'extension de la culture maraîchère à travers tout le pays est tributaire des distributions directes de semences réalisées par la FAO avec en moyenne 3 600 kg/an depuis 1997 (53 935 kg distribués à ce jour). Le maraîchage a largement permis les ménages pauvres d'avoir l'accès aux revenus monétaires et de contribuer substantiellement à l'amélioration de la qualité nutritionnelle. La plantation des arbres fruitiers (1 281 482 arbres fruitiers distribués depuis 2006) a augmenté les moyens d'existence des ménages par la vente des fruits mûrs et le statut nutritionnel des bénéficiaires, notamment les enfants et les malades du VIH.

Petit élevage

Le repeuplement du cheptel par la FAO/CAUR (chèvres, poules et canards) a permis de reconstituer un capital important pour les bénéficiaires. De 2006 et 2010, plus de 60 000 caprins de race locale, 21 900 poules pondeuses de race Hubbard, 6 000 canards de race Barbarie ont été distribués aux ménages nécessiteux. Le programme de recapitalisation à travers l'élevage s'accompagne d'une distribution de produits et matériel vétérinaires, formation et mise en place d'un réseau d'agents communautaires de santé animale pour la prestation de service de proximité (environ 300 ACSA déjà formés et opérationnels).

Cartographie de la vulnérabilité

La FAO travaille aussi avec nombreux partenaires dans l'élaboration de la cartographie de la vulnérabilité et de classification de la sécurité alimentaire sur le Cadre Intégré de Classification des Phases de Sécurité alimentaire (IPC), mené avec le Gouvernement du Burundi, le PAM, l'UNICEF, UNOCHA et une gamme d'autres ONG. Ce travail permet l'identification précise et rapide des zones

nécessitant des interventions et du degré d'urgence des interventions.

Villages Ruraux Intégrés (VRI)

Depuis 2004, la FAO a appuyé la réinsertion harmonieuse de plus de 75 000 personnes déplacées pendant les crises de 1972 et 1993. Un appui en matière d'agriculture et des moyens d'existence a été apporté aux ménages installés dans les Villages Ruraux Intégrés (ménages sans adresse/référence, sans terre) des provinces de Makamba, Bururi et Rutana. Pour le renforcement de la cohésion sociale et l'intégration effective, la communauté d'accueil est également assistée.

Les objectifs poursuivis sont :

- Améliorer la productivité des parcelles agricoles attribuées par l'appui à l'aménagement des terrains agricoles (mise en place des terrasses non radicales (courbes de niveaux), des dispositifs anti érosifs) et l'amélioration de la fertilité ('application d'amendements organiques et minéraux) ;
- Réhabiliter les ressources ligneuses par l'installation des haies, des coupes vents et boisements familiaux ;
- Assurer l'accès des ménages vulnérables vivant dans les VRI aux intrants agricoles et à une assistance technique de qualité pour accroître la disponibilité alimentaire et réduire la dépendance humanitaire ;
- Améliorer le revenu familial par la diversification, la valorisation (transformation) des productions agricoles ainsi qu'un soutien pour un accès amélioré au marché.

VIH/Genre

Sont ciblées les femmes défavorisées et les populations affectées par le VIH. La FAO/CAUR améliore les conditions de vie et les opportunités d'activités générant des revenus dans les localités les plus affectées par le VIH, les inégalités liées au genre et l'insécurité alimentaire. Plus de 6 000 ménages ont été assistés en 2011 dans les zones urbaines et périurbaines de Bujumbura, Gitega, Ngozi et Rumonge.

Vulgarisation des semences et matériels agricoles sains

L'appui à la multiplication et à la certifi-

ation des semences de qualité est également un domaine clé d'action de la FAO/CAUR et plusieurs variétés de semences de qualité ont été injectées auprès des communautés rurales. Dans le cadre de ce volet, la FAO/CAUR a notamment appuyé le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage dans la production et la distribution des semences et du matériel végétal de qualité à environ 50 000 ménages par an depuis 2002.

Le pool génétique des semences agricoles s'est élargi, tandis qu'une partie des récoltes vendues génère aussi des revenus supplémentaires pour les ménages bénéficiaires. La FAO/CAUR collabore étroitement avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et la Coopération bilatérale belge dans la mise en place d'un système de certification de semences et du matériel végétal conformes aux normes régionales et internationales.

Réhabilitation des infrastructures agricoles et hydro agricoles

La réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles, combinée à l'accès aux intrants et à la réintroduction de la traction animale, constitue actuellement une activité majeure développée par la FAO/CAUR (notamment dans les localités exposées aux inondations comme les zones périurbaines et les marais à l'intérieur du pays). Grâce à ces réhabilitations, une très bonne récolte de riz est attendue en 2011, ce qui devrait permettre au moins une stabilisation du prix du riz dans un contexte de flambée des prix de toutes les autres denrées alimentaires. Il existe aussi d'autres activités corollaires à la production, notamment la construction ou la réhabilitation des hangars de stockage pour maintenir les récoltes et les semences en bon état.

Les Activités Génératrices de Revenus

Les activités génératrices de revenus (AGR) sont parmi les actions clé du travail de la FAO. Des activités comme l'octroi d'unités de transformation aux associations (moulins, décortiqueuses, etc.) et l'introduction de la traction bovine dans la plaine de l'Imbo (à titre d'exemple, 70 paires de bœufs distribuées dans le périmètre de Mugerero)

ont facilité la génération des revenus en milieu rural et ont appuyé les faibles moyens d'existence.

La FAO/CAUR mène des actions de suivi et d'évaluation pour jauger le niveau de réalisations et de progrès du monde rural, en particulier pour ses propres projets, ceci à travers des équipes expérimentées. En plus, une équipe consolidée de communication assure une visibilité des actions de la FAO et donne un appui aux projets en matière de communication. La FAO/CAUR a récemment ouvert un bureau au sud du Burundi (à Makamba) pour pouvoir mener ses activités en contact permanent avec les populations.

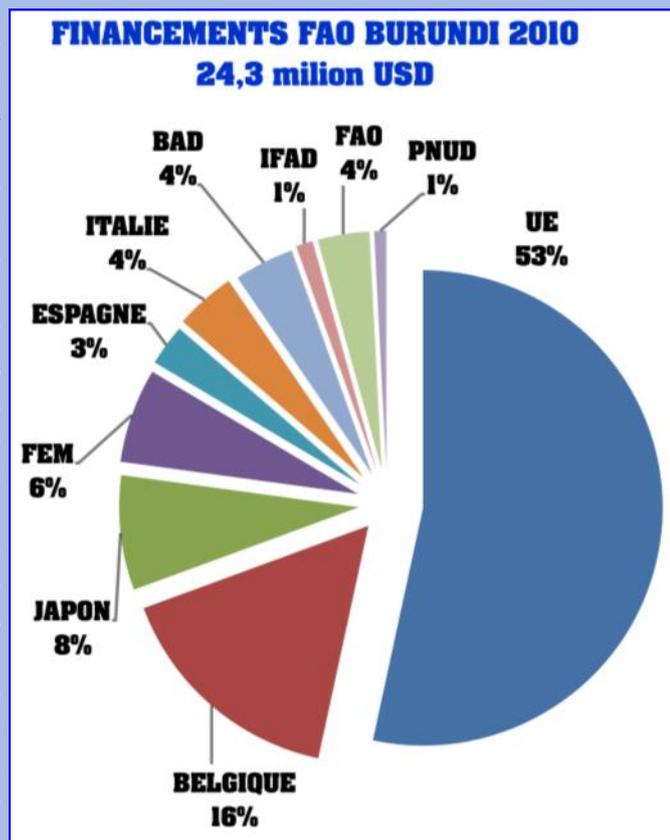
Renforcement des capacités Formations

La FAO/CAUR organise des formations pour renforcer les capacités des agriculteurs, des associations et des populations dans le milieu rural en matière de production agricole. L'introduction au Burundi par la FAO d'une nouvelle méthodologie d'éducation communautaire en matière d'agri-élevage, connue sous le nom de Farmer Field School (FFS) ou « Champ-Ecole-Paysan » et Livestock Farmer Field School (LFFS) a permis l'initiation des champs-Ecoles-Paysans dans plusieurs localités du pays. 35 FFS ont été installés dans la plaine de l'Imbo et 70 autres dans les provinces de Bujumbura-rural, Bururi, Cibitoke, Gitega, Karuzi, Kayanza et Ruyigi. Cette approche a permis également l'adoption de nouvelles innovations/ technologies par les membres FFS d'abord, puis par le reste de la communauté. En guise d'exemple, plus de 10 CEP sont actuellement capables de fabriquer certains intrants d'élevage, en l'occurrence les blocs à lécher et les concentrés. Grâce à la nouvelle technique de riziculture dite SRI « Système de Riziculture Intensive » que les membres des FFS ont expérimenté dans la plaine de l'IMBO dans le cadre d'un projet FAO financé par l'UE, la production agricole a augmenté de 60% (selon les

témoignages des bénéficiaires) par rapport à une saison normale. On constate actuellement que cette technique se diffuse rapidement dans les communautés. En plus, les FFS/JFFLS sur le maraîchage, en réponse au VIH et à la violence basée sur le genre (VBG), ont enregistré de grands succès. 20 FFS/JFFLS ont été introduits dans les centres urbains de Rumonge, Bujumbura, Gitega et Ngozi.

Des interventions axées sur des cadres bien définis

Toutes les actions et interventions de la FAO sont menées dans des cadres intégrés. Ceux-ci englobent notamment son Plan d'Action, le cadre régional de prévention/gestion des risques de catastrophes, le cadre national stratégique des priorités d'intervention à moyen terme de la FAO au Burundi 2010-2013 (NMTPF) et l'UNDAF. Maintenant, les interventions d'urgence (comme celles menées en grande partie lors de la crise) deviennent moins nombreuses avec le retour d'une paix relative au Burundi. Le regard est pour le moment fixé vers la gestion de la transition d'une agriculture de subsistance vers une économie agricole de marché, chaque fois en insistant sur la réduction et la gestion des risques de catastrophes. ■



LA FAO ET L'UNION EUROPEENNE : LES ENGRAIS ET LA TRACTION BOVINE POUR UNE PRODUCTION AGRICOLE ACCRUE DANS LA RÉGION DE L'IMBO



Une paire de bœufs tirant une charrue

L'Union Européenne vient, à travers la FAO, d'octroyer des intrants agricoles aux riziculteurs de Gihanga et Mpanda de la province Bubanza, et Mutimbuzi de la province de Bujumbura Rural.

Ces intrants, composés d'engrais NPK et de l'urée, ont été distribués grâce au financement de 5,4 millions d'Euros pour la réhabilitation des infrastructures hydro agricoles et des activités rizicoles dans la Plaine de l'Imbo dans le cadre du Projet « Contribution à l'allègement de la flambée des prix des denrées alimentaires par l'amélioration des capacités de production des associations exploitant les périmètres irrigués de l'Imbo ».

Au total, 295 tonnes d'engrais minéraux NPK 17-17-17 et 443 tonnes d'urée 46-0-0 ont été octroyés à 11 associations dans le cadre d'un programme de recapitalisation. L'association dénommée "BWIZA BWA NINGA", qui est une des six associations de producteurs du riz de Mugerero, a reçu de la FAO 28,5 tonnes de NPK et 43 tonnes d'urée qu'elle a distribués à 750 riziculteurs-membres, pour emblaver 285 hectares de champs cette saison.

Lors de l'application des intrants reçus, ils doivent respecter les règles, soient 50 kg de NPK et 75 kg d'urée sur une superficie de 50 ares.

Afin d'assurer plus d'accessibilité des ménages aux engrais, le Gouvernement applique une politique de subvention de

ces intrants obtenus sur les fonds de l'Union Européenne et recommande de les vendre à bas prix à travers une commercialisation assurée par les Directions provinciales de l'agriculture.

C'est donc dans le respect des normes dictées par le Gouvernement, que pour les engrais offerts par l'Union Européenne via la FAO, un kilogramme de NPK est considéré à une valeur de 900 Fbu, celui de l'urée de 800 Fbu. Ce sont des prix bien inférieurs à ceux du marché il ya deux ans, qui atteignaient 2.000 Fbu le kilo.

Les stocks d'engrais financés par l'UE que la FAO met à la disposition des associations locales constituent un fonds de roulement ; les remboursements à la récolte seront déposés sur un compte géré par les associations pour les achats ultérieurs.

« Les bénéficiaires, à la récolte, remboursent en nature, en riz paddy et il revient à chaque association de vendre ce riz remboursé afin d'acheter d'autres engrais pour la saison suivante », a indiqué Ir Fiacre FURERO, chargé du volet agronomie au sein du Projet FAO/UE.

Selon cet agronome, le ratio de remboursement dépend de la quantité des engrais reçus. La quantité à rembourser dépend lui aussi du prix au kilo de riz paddy qui sera fixé entre la SRDI et les associations productrices de cette culture. « Si le prix fixé en commun accord

entre la SRDI et les associations productrices est de 510 francs par kilo de riz paddy, quelqu'un qui exploite 50 ares et qui a reçu 50 kilos de NPK et 75 kilos d'urée, doit rembourser à l'association 206 kilos de riz paddy. Cette quantité est obtenue en divisant la valeur de ces engrais (105.000 francs) par le prix unitaire du riz paddy. », ajoute Ir. FURERO.

Les moins solvables sont même servis, et sur une base de confiance, ils sont avertis par les plus solvables, moyennant signature d'un contrat entre eux. Selon le Président de l'Association BWIZA BWA NINGA », Gaspard MIBURO, des comités de dix personnes sont formés pour vérifier l'utilisation de l'engrais à bon escient.

La sortie journalière des engrais est enregistrée sur des fiches de stock et individuelles chacune signée par les concernés. « Je signe que je prends cet engrais; c'est un signe de mon engagement que je le payerai à l'association qui me le donne », déclare Gaudence NDAYIRORE, une bénéficiaire. Auparavant, le recouvrement était assuré par la SRDI pour les engrais qu'elle achetait et distribuait.

Lorsqu'elle est devenue incapable d'acheter les engrais, la FAO a pris la relève et décidé d'appuyer directement les associations productrices.

Les semences pour lesquelles les engrais sont mis à la disposition des ménages sont multipliées par les associations et selon une distribution préétablie des espaces cultivables.

La culture est pratiquée sur une moyenne de 282,75ha par association de Mugerero, et 160,5ha par association de l'Est Mpanda. « Avec l'application correcte et à temps des engrais reçus, les bénéficiaires comptent avoir une bonne récolte qui oscille entre 14 000 et 15 000 tonnes de riz paddy », a indiqué Ir. FURERO. Les 11 associations comptent 6.696 bénéficiaires directs, chacun pratiquant la riziculture sur une moyenne de 0,40ha.

Quant au volet semences, l'association BWIZA BWA NINGA du village 6 a été choisie pour multiplier les semences de pré-base de riz pour les autres villages. La FAO a appuyé 4355 ménages vulnérables en semences diverses,

600 kilos de semences maraichères, 59,500 kilos de d'arachides, 30 tonnes de haricots. 655 houes ont également été octroyées à ces ménages.

Appréciation de l'appui de la FAO

Le renforcement des capacités de production dans le périmètre rizicole est fort apprécié par le Gouvernement. « Nous remercions le bailleur l'Union Européenne, et la FAO pour le soutien primordial apporté à la communauté locale d'agriculteurs. Les engrais et les semences sélectionnées viennent au moment opportun », a indiqué Léonie NDAYEGAMIYE, Directeur de l'Encadrement Agricole à la SRDI. Les bénéficiaires de Gihanga trouvent l'appui de la FAO un moyen sans précédent de production et se déclarent même optimistes pour cette saison rizicole grâce à l'appui financier de ce bailleur de fonds.

« Je vais fertiliser mon champ de riz de 0,25 ha avec ces engrais, et j'ai l'espoir que je vais avoir une grande production, si la saison reste bonne », déclare Jean KENESE après avoir reçu ses vingt-cinq kilogrammes de NPK. « Le riz m'a permis de me construire une maison, de payer la scolarité de mes trois enfants et d'acheter des habits pour mon épouse et le reste de ma famille ».

Selon l'Ingénieur Agronome de la FAO, la bonne gestion observée actuellement par les superviseurs FAO du projet « est un indicateur que le fonds de roulement va en général être reconstitué comme prévu par les associations » et les associations vont pouvoir perdurer dans leurs activités bien après l'échéance du projet.

La traction bovine réduit le coût de production et génère les revenus

Avant la réintroduction de cette technique de traction et culture attelée, le transport coûtait cher et les vélos utilisés tombaient souvent en panne. Cela causait la montée du prix du riz. Avec le dressage de 140 bœufs, financé par l'Union Européenne et réalisé par la FAO, le transport est maintenant facilité et moins cher.

« Cette dame que j'assiste à transporter ces 450 kilos d'engrais allait payer au moins 500 francs à vélo. Elle ne va rien me payer, comme elle ne va pas loin. Pour ceux qui habitent loin, je demande autour de 200 francs par sac de 50kg. », indique Georges JUMAINE, bénéficiaire d'une paire des bœufs.

Pour le moment, sa paire de bœufs aide ses voisins à transporter les récoltes, notamment de maïs et de haricot. Selon le Président de l'Association "BWIZA BWA NINGA, avec les bœufs, les ménages n'utilisent plus les écoliers dans le transport des produits agricoles, activité qui les détournait de l'école.

De l'avis de l'Ingénieur de la FAO, l'usage des bœufs est « un indicateur certain que le prix du riz va chuter ». Les bénéficiaires appellent métaphoriquement ces bœufs « madudu-abakozzi » (les travailleurs) pour leur dur labeur qui facilite le travail agricole.

« Cette saison, ils vont m'aider à cultiver dans mes champs et même ceux de mes voisins ». Il est demandé au bénéficiaire d'enregistrer régulièrement

« Le riz m'a permis de me construire une maison, de payer la scolarité de mes trois enfants et d'acheter des habits pour mon épouse et le reste de ma famille »

**Jean Kenese,
bénéficiaire du projet**

les travaux réalisés par ces animaux. La FAO a octroyé dix paires de bœufs à l'association BWIZA BWA NINGA.

La population est passionnée par cette technique de la traction. « Ces bœufs transportent les choses et cultivent. Aujourd'hui, ils vont m'aider à déplacer mon engrais à moins cher » a indiqué KENESE. Ces bœufs sont soumis à un dressage d'un mois avant que leur soient confiées des activités de traction et de culture.

Après la castration, ils commencent l'entraînement en tirant des objets de plus en plus lourds. « Puis, on les attelle aux charrettes et on augmente progressivement le poids des chargements », déclare Mélance SIBOMANA, un des vingt dresseurs de ces bœufs à Gihanga.

La santé de ces bêtes est régulièrement suivie et ils sont initiés au langage humain, notamment pour les diriger. En plus du fourrage, des abreuvoirs et des blocs à lécher sont mis à la disposition de ces animaux. ■



Les engrais augmentent la productivité agricole dans le périmètre rizicole



Repiquage du riz

LA FAO APPORTE SON EXPERTISE TECHNIQUE A LA LUTTE CONTRE LE FLÉTRISSEMENT BACTÉRIEN DU BANANIER

Depuis que la présence du Flétrissement Bactérien du Bananier, communément connu sous le nom de BXW (Banana Xanthomonas Wilt), a été confirmée par les services techniques du Ministère de l'Agriculture et l'Élevage (MINAGRIE) en janvier 2011 dans les provinces de Cankuzo, Ruyigi, Bubanza et Makamba, la FAO/CAUR Burundi a apporté son expertise technique dans la lutte contre cette maladie.

Le 'Comité National de Lutte contre les Maladies et ravageurs des plantes au Burundi', composé du MINAGRIE, de l'Institut de Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), du CIALCA (Centre for Improving Agriculture-based Livelihoods in Central Africa), de l'ASARECA (Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa), de CRS (Catholic Relief Service), de USAID, de Bioversity International et de la FAO, a déjà initié une campagne de sensibilisation-consistant notamment en la production (en langue nationale et en français) de posters et fiches techniques, documentaires et spots radiophoniques et télévisuels, une activité qui va continuer pendant le reste de l'année 2011.

Une étude prospective sur l'état des lieux de la maladie, menée par le même comité, est planifiée pour juillet 2011, et va aider dans la détermination des réponses à apporter à cette maladie.

L'importance de la lutte contre cette maladie est indubitable car le flétrissement bactérien du bananier menace fortement la sécurité alimentaire des populations partout où il sévit. La maladie fut identifiée pour la première fois en Afrique en Ethiopie, pendant les années 60, quand sa terrible et rapide expansion causa des famines ayant affecté 15 millions de personnes pour lesquelles le bananier constituait un aliment de base.

La maladie est causée par une bactérie « Xanthomonas campestris pv. musacearum » qui peut attaquer la plante à tous ses stades de croissance et finit par provoquer un flétrissement et/ou une maturation précoce des fruits.

Selon les institutions de recherche précitées, le BXW a la particularité de se répandre très vite (via les insectes, les outils contaminés, les plantes malades, etc.) et de tellement affecter la plante que la seule solution, extrême, pour l'enrayer est de couper et déraciner tout le périmètre de bananiers infectés, de couper ces derniers en petits morceaux et de les laisser se décomposer dans une fosse pendant 6 mois. La stérilisation des outils utilisés pour couper les plantes malades et la plantation des jeunes plants certifiés sains font partie des précautions exigées pour éviter la propagation de cette maladie.

Indwara Ruhonyabitoke 'BXW' yandukira gute?

Udukoko. Inzuki hamwe n'utundi dukoko, icyo zigiyeye kudaha mu bununuzwa bw'igitoke kirwaye, zigenda zitwaye imigera y'indwara. Zigiye kudaha ku gitoke kitarwaye, kiba candukiye.

Ibikoreho. Umupanga wakoresheje mu gusa igitoke kirwaye urabika imigera y'indwara imisi myinshi, uko uwakoresheje mu gututira, gusa ibitoke, n'ibindi niko ibindi bitoke bikomeye yandukirwa.

Imitsinda irwaye. Hatwe amashashi y'ibitoke arwaye BXW, imitsinda yose izovuka izoba irwaye, igihe cose izoba yatewe ahandi niko izoba iriko irakwiragaza icyo ndwara.

Twokora iki?

Kura ko umwanana /umwanganze Kura-ko umwanana/umwanganze igitoke kigishora ihando/ishaza ryanyuma. Gurtyo, bwa bukoko bubure aho budaha, nti-buze kwandukiza ibindi.

+ Sukura ibikoreho vyanyu, tera imitsinda/amashashi y'ibitoke atarwaye
 • Babura ku muriro ibikoreho vyatemye imitsinda irwaye.
 • Kirazira gutera imitsinda ivuye mu'ibanga ryamaze kwandura.
 • Bishobotse, tera imitsinda yameresheje ku buhinga bwa kibabere (in vitro).

+ Randura ibitoke vyose birwaye, rindira amezi 3 imbere yo gusubiza ibitoke muri uwo murima igitoke canduye kimara amezi 3 ku gusa indwara iboneke. Rindira icyo meze ukababura, ubanze usuzume ko umurima utarandukirwa. Urashobora gusa igitoke ariko babura umupanga canke umuhoro imbere n'inyuma yo kwukoresha.

Igishoboka ca mbere: Umutsinda umwe-umwe urarwaye: Tema icyo birwaye gusa ubirekera mu murima.

Igishoboka ca kabiri: Ingundu nyinshi zirarwaye: Randura ingundu zose zirwaye n'imyiryo yazo ubirekera mu murima.

Logos: CIALCA, ISABU, ASARECA, Bioversity, CRS

Une des fiches techniques produit en partenariat avec la FAO

C'est cette capacité de destruction du BXW qui nourrit les inquiétudes dans sa progression actuelle dans la région de l'Afrique de l'Est en général, et au Burundi en particulier.

Par ailleurs, pour le cas particulier du Burundi, la maladie pourrait être très dangereuse pour plusieurs raisons :

- (i) le rapprochement (densité) des cultures qui caractérise le Burundi est un facteur très favorable à une expansion rapide de la maladie ;
- (ii) la banane occupe environ 18% des superficies consacrées aux cultures vivrières d'après les évaluations conjointes MINAGRIE/FAO/PAM/UNICEF/UNOCHA de juin 2005 ;
- (iii) en raison de sa productivité élevée, la banane figure en position économique prééminente parmi les cultures du pays ;
- (iv) dès lors, cette culture tient un rôle majeur dans le système social de la société burundaise et dans la recatégorisation des ménages ;
- (v) au Burundi, la consommation de la banane par habitant serait l'une des plus élevées au monde.

Pour ce qui est de la lutte durable contre la maladie, Ernest Manirambona, Coordinateur Adjoint de la FAO/CAUR Burundi, explique : « L'important est de mobiliser des fonds pour les agriculteurs, des gens qui dépendent de la banane pour leur subsistance et qui auront besoin d'un soutien pour les encourager à couper toutes leurs plantes infectées ». ■

La FAO et le gouvernement espagnol restaurent les moyens d'existence perdus



Un bénéficiaire de Bujumbura rural inspecte ses chèvres acquises de la FAO.

« Pendant la crise, toutes les chèvres, vaches et autres animaux domestiques étaient pillés par les bandits. La vie était pénible et, sans bétail, les ménages étaient devenus vulnérables. Maintenant que la crise est terminée, les choses sont devenues meilleures, et avec ces chèvres, je peux planifier pour l'avenir et commencer d'autres activités qui généreront un peu plus d'argent. Je veux acheter un autre terrain et avec le fumier, j'aurai une bonne récolte », a dit Henri Simbarakiye, un chef local de la Province de Bujumbura Rural.

Henry Simbarakiye est parmi 300 bénéficiaires ayant au total reçu 900 chèvres distribuées par la FAO en mars 2011 à Magara, en commune Bugarama, province de Bujumbura Rural. Il vient, comme les autres de bénéficier de trois chèvres. A travers le Projet « Appui à la recapitalisation des ménages vulnérables affectés par la crise à travers le repeuplement du cheptel », la FAO a permis à 16 000 ménages de restaurer les moyens d'existence à travers la réception des chèvres, le soutien vétérinaire et l'assistance en intrants agricoles. De décembre 2009 à janvier 2011, 11 550 chèvres ont été distribuées à 3 850 ménages (à raison de trois par ménage) pour leur

permettre de fertiliser leurs terres agricoles et contrer la dégradation et l'érosion du sol, accroître la productivité agricole et, par ricochet, augmenter leur revenu et améliorer leur situation socio-économique. Ce projet appuie directement 2 000 personnes.

A travers un système communément appelé « chaîne de solidarité communautaire », les premières chevrettes sont redistribuées à d'autres ménages de la localité en besoin. Le projet assure une cohésion sociale, rendant ses actions capables d'enregistrer des résultats de long terme pour les ménages vulnérables. Au total, 12 600 bénéficiaires directs ont été identifiés comme étant capables de profiter de la chaîne de solidarité communautaire, renforçant les relations communautaires et permettant une réintégration harmonieuse des rapatriés. Ceux-ci donneront à leur tour les descendants de ces chèvres à leurs voisins.

« Après avoir passé une chèvre à un de mes voisins, je serai en mesure de vendre les chèvres nées après et, en les vendant au marché, j'aurai de l'argent, ce qui réduira la vulnérabilité de ma famille. Si quelqu'un de ma famille tombe malade, j'aurais de

l'argent pour leur acheter des médicaments, ce que je ne pouvais pas faire avant », a indiqué Augustin Sinzinkayo, agriculteur de Bujumbura Rural.

Renforcer les capacités perdues

Afin de garantir une bonne santé notamment aux animaux distribués, 225 auxiliaires Communautaires de santé animale (ACSA) ont été formés et équipés avec des kits vétérinaires pour mener des activités vétérinaires et soutenir les ménages vulnérables dans leurs activités d'élevage. Les auxiliaires ACSA étaient choisis parmi les techniciens vétérinaires qualifiés locaux qui avaient perdu leurs emplois pendant la crise et sont restés au chômage. Comme pour les ACSA, la FAO a renforcé les capacités de l'administration locale des DPAE (Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Élevage) à travers des formations et le soutien matériel et technique de collecte et d'analyse des données épidémiologiques, ainsi que dans le développement des capacités à répondre aux épidémies animales et /ou transfrontalières, pour minimiser les risques de catastrophes futures.

Le Gouvernement d'Espagne a fourni une contribution de 490 000 Euros à la FAO qui a pu mener ces activités avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE) et les partenaires comme le BBD (Bureau Diocésain de Développement), les DPAE (Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'élevage), PACT (Action Philanthropique-Burundi), HCB (Help Channel Burundi), SOPRAD (Solidarité pour la Promotion, l'assistance et le Développement) et les OPE (Organisation Paysanne d'Élevage).

Cibler les plus vulnérable

Les bénéficiaires sont choisis dans les régions récemment affectées par la crise (Cibitoke, Bujumbura Rural et Bubanza), les régions enregistrant un grand flux de la population et un grand pourcentage de rapatriés (Makamba, Rutana, Bururi et Ruyigi) ainsi que les régions surpeuplées et à faibles moyens d'existence (Ngozi et Gitega).

Les ménages et les personnes déplacées à l'intérieur ou dans les pays voisins pendant la crise, qui se sont rapatriés dans leurs terres ou ailleurs, en phase de réintégration, spécifiquement ceux installés dans les villages ruraux intégrés (VRI), étaient ciblés, de même que les ménages structurellement pauvres, les ménages dirigés par les femmes ayant de petits enfants, les personnes affectées par ou infectées par le VIH/SIDA, ou encore les personnes handicapées. En plus des ménages abritant des orphelins, des personnes de la catégorie des minorités ethniques, des personnes très âgées et des enfants sérieusement mal-nourris ainsi que des groupes touchés par les conditions climatiques perverses telles que le phénomène La Niña (vents violents et grêle), étaient ciblés par ce projet.

La FAO atteint même les endroits les plus lointains et les plus démunis, où très peu d'organisations vont », a indiqué Alphonse de PACT, partenaire de la FAO pour ce projet dans Bujumbura Rural. « La FAO ne dort jamais! », ajout-t-il.



Formation en soins vétérinaires par un membre du PACT, partenaire de la FAO

Pour permettre les bénéficiaires d'atteindre leurs objectifs, beaucoup de critères doivent être remplis pour être bénéficiaire des ces chèvres. Chaque ménage devait construire une étable. Des compostières devaient être creusées et des herbes servant de fourrages plantées avant toute distribution. En outre, les bénéficiaires ont reçu des produits vétérinaires essentiels et bénéficié d'une formation de base leur permettant de s'occuper adéquatement de leurs chèvres. Les chèvres reçues sont de race locale (petites chèvres d'Afrique de l'Est) adaptées à l'environnement local.

Regarder vers l'avenir

« En renforçant les capacités de production des ménages rapatriés à travers la promotion des meilleures pratiques zootechniques, nous avons, d'une part, été en mesure d'accroître



Distribution d'outils vétérinaires à Bujumbura Rural.

Distribution des chèvres a Ruyigi.



Henry Simbarakiye, Chef de Colline, Bujumbura Rural, avec ses nouvelles chèvres.



Les ACSA reçoivent leurs kits vétérinaires à Rumonge.

« Avec le fumier que mes nouvelles chèvres produiront, je peux fertiliser mon terrain agricole et produire plus de nourriture, et nourrir adéquatement mes enfants »

Rosate Bucumi,
agricultrice de
Bujumbura Rural

significativement la capacité globale de production des protéines par ces animaux, en réduisant en même temps les risques d'épidémies animales et des maladies transfrontalières », explique l'Igr. Venuste Nahimana, Consultant de la FAO et responsable du Projet.

Il se réfère à des études menées au Burundi en montrant que, pour certaines cultures comme le maïs, le haricot et la patate douce, l'utilisation du fumier organique peut doubler la production. « Trois chèvres produisent environ 4,5 tonnes de fumier par an. Avec une dose recommandée de fumier de 10 tonnes par hectare, le fumier produit par les trois chèvres que le bénéficiaire a reçues de la FAO peut fertiliser 0,45 hectares, la superficie moyenne d'un terrain qu'un burundais exploite pour l'agriculture », souligne Nahimana. Les agriculteurs sont également au courant de la valeur du fumier produit par les animaux obtenus de la FAO. « Avec le fumier que mes nouvelles chèvres produiront, je peux fertiliser mon terrain agricole et produire plus de nourriture, et nourrir adéquatement mes enfants », indique Rosate Bucumi, agricultrice de Bujumbura Rural.

La réhabilitation de l'agriculture, dont plus de 90% de la population du pays vit, est un des objectifs premiers de la FAO. Le redressement de ces moyens d'existence va sans nul doute empêcher une réédition du conflit, et comme le proverbe Burundais l'indique bien, « Si tu dors avec le ventre vide, tu te lèves le cœur plein de haine ». ■

AGIR POUR AFFRONTER LES PROBLÈMES DU VIH ET DE GENRE EN AFRIQUE DE L'EST

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), ensemble avec ses partenaires en matière de réponse aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et la nutrition, a animé une formation régionale sur le VIH et le genre au Kenya et au Rwanda afin de contrecarrer le cercle vicieux des problèmes dans les ménages affectés par le VIH et lutter contre les inégalités liées aux violences basées sur le genre et l'insécurité alimentaire.

Les sessions de formation sont destinées aux facilitateurs et aux maîtres-formateurs des Champs Ecoles Paysans et de vie-FFLS pour qu'ils soient d'avantage sensibilisés et mieux outillés pour aborder les questions du VIH et de genre. Ces connaissances vont dans la suite améliorer la capacité décisionnelles des participants et leur permettre d'intégrer les aspects VIH et genre dans leur propre travail et leur vie quotidienne.

Les FFLS sont connus comme des "écoles sans murs", où des groupes de fermiers apprennent à travers l'observation et l'expérimentation dans leur propre contexte. A travers les techniques d'apprentissage expérimental et participatif, les participants sont dotés des capacités décisionnelles au lieu d'être toujours avisés de ce qu'il faut faire.

Appuyés par l'Agence de Coopération Internationale pour le Développement de la Suède, le projet contribue à réduire la stigmatisation des personnes infectées par le VIH dans les communautés, à intensifier la sensibilisation sur les questions de genre et à améliorer les niveaux de nutrition, de sécurité alimentaire et des moyens d'existence des populations affectées par le VIH.

Formation régionale au Kenya

En avril, une session de formation intensive d'une semaine pour les maîtres-formateurs sur le VIH et le genre a eu lieu à Kisumu, Kenya. Quatre femmes et treize hommes venus de différentes régions de l'Ouganda et du Kenya ont terminé leur formation sur les questions du VIH et de Genre, qui leur a permis de restituer ces connaissances à leurs communautés.

Formation régionale au Rwanda

Une formation régionale des facilitateurs devant devenir des maîtres-formateurs a aussi eu lieu à Musanze au Rwanda. L'atelier vise à pallier aux problèmes de manque de formateurs dans les pays francophones. Pour ces raisons, la région nord du Rwanda a été choisie pour héberger la formation grâce à son accessibilité pour les participants venus du Burundi, de la

République Centrafricaine (RCA), de la République Démocratique du Congo (RDC) et du Rwanda.

Résultats escomptés

- Les maîtres-formateurs du Kenya et de l'Uganda sont maintenant outillés pour intégrer des séances de formation sur le VIH dans leurs activités des projets sur la sécurité alimentaire. Ils constituent aussi une ressource dans leurs propres pays respectifs de nature à donner des formations supplémentaires aux organisations non-gouvernementales et aux partenaires gouvernementaux.
- Après la formation au Rwanda, les formateurs (actuellement formés comme maîtres-formateurs) vont dans la suite former au moins 50 facilitateurs dans leurs pays respectifs, formation dont quelques 24 FFLS et huit Juniors FFLS au Burundi, en République Centrafricaine (RCA), en RDC et au Rwanda vont bénéficier.
- L'amélioration des connaissances sur le VIH et les violences basées sur le Genre va d'avantage aider à réduire la marginalisation et améliorer la prévention au sein du groupe d'agriculteurs. L'effet de groupe de l'approche FFLS a contribué au renforcement de la réintégration sociale et à doté les gens des pouvoirs décisionnels.
- A travers les sessions de formation, les participants connaissent de meilleures techniques agricoles, qui en retour mènent non seulement à un statut nutritionnel des ménages amélioré, mais aussi à de plus grands revenus par la vente du surplus.
- La formation pour le renforcement des capacités, associée à la popularité des FFLS au sein des populations locales, a créé un effet de multiplication. L'impact observé s'étend bien au delà des limites du site du projet, comme les personnes formées dans les écoles sont devenues des modèles et peuvent en retour permettre les autres membres de la communauté de profiter des champs écoles.

Partenaires

Une série d'organisations englobant le Conseil Danois pour les Réfugiés, Kenya Forestry Service, World Lutheran Organization, Deutsche "Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit" (GIZ), Union pour le Développement en Milieux Ruraux, Samwaki, Imbaraga, Caritas, the Association of Volunteers in International Service, Society of Women Against Aids, et le personnel des Ministères de l'Agriculture du Burundi, de la République Centrafricaine, RDC, Kenya, Rwanda et Ouganda participent actuellement aux sessions de formation en FFLS en Afrique centrale et orientale. ■



Projet régional: Affronter les problèmes du VIH et d'inégalité des genres à travers la réponse en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique orientale et centrale

LA FAO OUVRE UN SOUS-BUREAU A MAKAMBA AU SUD DU PAYS

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
COORDINATION DES OPERATIONS AGRICOLES D'URGENCE ET REHABILITATION



FAO BURUNDI SOUS-BUREAU REGION SUD (Makamba - Rutana - Bururi)



COMMISSION EUROPEENNE

Aide humanitaire et Protection civile

EN PARTENARIAT
AVEC



Dans le cadre de la décentralisation de ses activités, la Coordination des opérations - FAO/CAUR a ouvert son sous-bureau au sud du pays, dans la ville de Makamba, en province Makamba. En appui aux services provinciaux chargés de la sécurité alimentaire. Le sous-bureau va faciliter la coordination et la mise en œuvre des activités dans les provinces de Makamba, Bururi et Rutana.

LES PLUS GRANDS DÉFIS DANS LE SUD DU PAYS

Les problèmes au sud du pays sont étroitement liés aux mouvements de la population, notamment après les conflits ethniques de 1972 et de 1993. Après 1972 et le départ des premiers exilés, les terres de ces derniers ont été occupées par d'autres agriculteurs restés sur la colline. La guerre de 1993 a aussi provoqué l'émigration d'une multitude de familles à la recherche d'un endroit sûr. En outre, depuis cette période, l'accroissement démographique a entraîné un morcellement des terres et une atomisation de la taille des exploitations. Depuis 2002, le Burundi a connu un grand retour d'exilés, avec plus de 500 000 rapatriés de retour dans le pays. Les activités économiques sur le lac Tanganyika et d'autres opportunités économiques au sud du pays, ont poussé une grande partie de ces retournés à s'installer dans cette région, augmentant ainsi la pression

sur les terres et sur les ressources économiques déjà limitées. Pendant que la pression démographique réduit l'espace cultivable, la production par ménage devient de plus en plus faible, l'insécurité alimentaire devenant aussi chronique. En plus, le manque d'alternatives à l'agriculture ou à la pêche fait que cette partie du pays ait besoin d'un soutien de moyen et de long terme pour pouvoir sortir de cette précarité.

LES ACTIVITÉS QUE LA FAO MÈNE AU SUD DU PAYS

La FAO intervient au sud du Burundi à travers plusieurs projets, financés par des bailleurs multiples. C'est le cas du programme de villagisation financé par l'Union Européenne, qui appuie la réintégration des rapatriés en partenariat avec le PNUD, l'UNICEF et d'autres intervenants spécialisés. La FAO s'occupe également du volet « Surveillance de la Sécurité Alimentaire » (SAP/SSA), ou encore des projets régionaux dévoués à la lutte contre les maladies du manioc, le VIH/SIDA et les inégalités liées au genre et influençant la sécurité alimentaire. D'autres projets portent sur le renforcement des capacités de production par l'octroi des intrants agricoles de base, les semences de qualité et les pratiques agricoles modernes et adaptées. L'essentiel du travail de la FAO dans la région est focalisé sur la réintégration des rapatriés, la réhabilitation des moyens d'existence de ces groupes et

la villagisation à travers la construction des VRI (Village Ruraux Intégrés). Les principaux bailleurs pour les programmes du sud du pays sont l'Union Européenne (la DUE et ECHO), le Gouvernement du Japon, le Royaume de Belgique et la Suède.

« Dans les dernières années, avec les changements politiques et socio-économiques actuels, la situation évolue de l'urgence vers la réhabilitation et le développement durable, c'est-à-dire des actions à long-terme »

LES FONDEMENTS DE CETTE INITIATIVE

Cette initiative est liée aux efforts de FAO/CAUR de s'adapter aux circonstances prévalant au Burundi. Avec la crise, la FAO devait travailler dans une situation d'urgence, selon une approche de distributions aux ménages les plus vulnérables, dans le but étant d'éviter des catastrophes humanitaires et de secourir les populations. Depuis ces dernières années, et surtout avec les changements politiques et socio-économiques actuels, la situation évolue de l'urgence vers la réhabilitation et le développement durable, c'est-à-dire des actions de long terme. L'accompagnement des populations doit être renforcé pour donner la chance aux agriculteurs d'éviter les crises et les pénuries, d'augmenter leurs productions afin de retrouver leur autonomie. Cela exige la mise en place des structures appropriées.

La FAO va déployer une équipe dans cette région australe particulièrement active du pays pour coordonner et superviser des activités variées dont la distribution, le suivi-évaluation, mais aussi des pratiques innovatrices. Ces actions vont accompagner la réhabilitation et permettre à terme un développement durable. En renforçant ses capacités opérationnelles sur place, la FAO va pouvoir interagir directement et immédiatement avec les organisations locales.

Il est à noter que la mise en place du sous-bureau de Makamba n'est pas une initiative isolée. La FAO prépare la mise en place d'un sous-bureau à Gitega pour la partie centrale du pays et un à Ngozi pour la partie nord et nord-est du territoire burundais. ■

La sécurité alimentaire est au cœur du travail de la FAO et de l'UE en Afrique de l'Est et Centrale. Des outils d'identification des besoins sont opportuns pour aider à identifier où, quand et pour qui la réponse aux crises alimentaires est optimale. Le Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) **est un outil innovateur, basé sur la collaboration de plusieurs agences et visant l'amélioration des analyses de la sécurité alimentaire.** Cet outil peut être considéré comme un 'thermomètre de la sécurité alimentaire' qui aide les différents acteurs à se préparer aux crises imminentes.

En Afrique de l'Est et Centrale, les activités suivantes ont été réalisées:

- analyses et cartographies des crises alimentaires ;
- coordination de l'assistance technique;
- formation IPC et renforcement des capacités des parties prenantes (techniciens, ONG, Gouvernement);
- sensibilisation et communication des informations produites par l'IPC.

Ces activités permettent de:

- mesurer la nature et l'ampleur d'une crise par zone géographique;
- encourager un consensus entre les gouvernements, les agences des Nations Unies et les acteurs humanitaires, en leur fournissant un outil objectif qui permet d'éclairer la prise des décisions; et
- augmenter l'efficacité de l'aide humanitaire, tant envers les donateurs qu'envers les communautés.

Les gouvernements se servent déjà efficacement de l'information produite par l'IPC. Toutefois, un soutien financier supplémentaire est urgent afin d'assurer un appui technique suffisant pour que les gouvernements prennent le projet en main.

La poursuite des financements permettrait:

- Une valorisation des acquis en faveur du Gouvernement et autres acteurs en matière de sécurité alimentaire;
- Une meilleure lecture de l'insécurité alimentaire chronique d'une part, et conjoncturelle d'autre part;
- Une meilleure prévention des crises alimentaires ; et
- Une plateforme efficace multi agence pour analyser la situation de la sécurité alimentaire. ■



Floresta Burundi (FB en sigle) est une organisation Non Gouvernementale locale, affiliée à Floresta US et intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, le renforcement des capacités économiques et de la réconciliation au sein des communautés locales.

Dans le cadre de sa collaboration avec la FAO, FB participe à la mise en œuvre du programme de multiplication des boutures de manioc tolérantes à la mosaïque.

En 2008, FB a reçu des boutures saines pour emblaver 18,8 ha dans les communes Giharo, Rutana et Bukemba de la province Rutana.

Aujourd'hui, la vulgarisation chez les bénéficiaires directes de FB représente une superficie totale de 167,6 ha en communes Musongati, Gitanga, Giharo, Rutana et Bukemba en province Rutana, Mabanda et Nyanza lac pour la province Makamba et Gihanga dans Bubanza.

Plus de 10 000 000 Fbu proviennent de la commercialisation des boutures par ces agriculteurs locaux. Ce programme garantit l'accès facile aux semences et boutures saines et devient à la fois une

source de revenus pour les bénéficiaires. Comme les bénéficiaires travaillent en groupements, la culture du manioc contribue aux efforts de la cohabitation pacifique et de la réconciliation, comme l'a toujours dit l'ancien Gouverneur de Rutana, Mme Marcelline Bararufise, « le manioc n'a pas de couleur, ni sexe, ni ethnies, il sert l'intérêt de tous ».

Par rapport à ses différents secteurs d'interventions, les objectifs principaux de FB sont de contribuer à :

- **l'éradication de la faim au Burundi ;**
- **la préservation d'un environnement sain ;**
- **la lutte contre les perturbations climatiques ;**
- **la réduction de la pauvreté ; et**
- **l'harmonisation de la vie sociale.**

Les missions de FB qui découlent desdits objectifs sont exécutées en étroite collaboration avec d'autres intervenants (dont la FAO) dans les programmes manioc, pomme de terre, légumes, et dans la supervision des projets au sein de la province de Rutana. ■

L'ASSISTANT AU PROGRAMME DE LA REPRÉSENTATION DE LA FAO, PART EN RETRAITE TRIOMPHALEMENT



FORMATION DU
PERSONNEL DU
BNUB SUR LA
PROBLÉMATIQUE
DU GENRE

L'Assistant au Programme à la Représentation de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) au Burundi, Monsieur Vital Baranyitondéye, va à la retraite après quatorze ans de prestation au sein de cette organisation.

Lors d'un « farewell party » organisé à cette occasion à Bujumbura, le Représentant sortant de la FAO, M. Arlindo Braganca Gomes a rendu hommage à Mr Baranyitondéye pour avoir été « longtemps » avec l'organisation.

Il reconnaît que le retraité lui a servi de « grand conseiller ». Baranyitondéye est également reconnu par la FAO pour sa contribution indéniable au développement du monde rural et à la promotion de la sécurité alimentaire au Burundi.

C'est dans cette optique que le Représentant sortant de la FAO lui a adressé de vives félicitations en lui souhaitant par cette occasion une meilleure vie. Mr Baranyitondéye a, quant à lui, exprimé sa joie immense pour avoir eu « la chance de compléter le nombre d'années pour aller à la retraite ».

Il reconnaît que son travail à la FAO servira de tremplin aux autres membres du personnel encore en activité. « ce que j'ai pu faire n'est

qu'une toute petite contribution de ma part, mais c'est une sorte de soupape pour mon successeur ».

Baranyitondéye a exprimé son souhait que la famille FAO continue à œuvrer dans la solidarité. Il part convaincu que quand l'on part à la retraite c'est une nouvelle vie qu'on commence.

A ceux qui restent en activité, il a lancé un appel de mettre en avant les valeurs de la FAO, car selon lui, « les contre-valeurs mènent au déclin ». Baranyitondéye se sent être « toujours capable de servir à quelque chose » chaque fois qu'il serait sollicité.

Il part en retraite en reconnaissant qu'il ya du sang nouveau à la FAO, et cela constitue, pour lui, « une base pour passer du stade de l'urgence à celui du développement ».

Parlant au nom des autres membres du personnel, Mr Léopold GISAGE, un des autres vétérans de cette organisation, a souligné que Baranyitondéye reste un « bel exemple » pour ceux encore au service.

Le retraité Baranyitondéye a, lors de ce « farewell party », reçu des cadeaux de la part de ses collègues en guise de reconnaissance de sa bravoure à la besogne. ■

Quarante-cinq participants représentant toutes les sections du BNUB (Bureau des Nations Unies au Burundi) ont pris part le 4 mai à une session de formation du personnel sur la problématique du genre.

La formation était assurée par M. Luceus Ernst, Officier en Genre à l'ONUCI (Office des Nations Unies en Côte d'Ivoire), assistée de Mme Francine Nzibarega de la section Droits de l'homme et Justice du BNUB. La formation avait pour objectif d'accroître la sensibilité des participants aux problèmes de genre qui se posent aux niveaux personnel, communautaire ou au sein d'une organisation.

L'atelier a permis d'examiner les influences que le genre exerce sur l'existence même des participants, sur les attentes des hommes et des femmes dans les domaines culturel et social. Il s'agissait aussi d'analyser la façon dont les systèmes et les institutions créent et perpétuent les rôles des deux sexes et les lient entre eux, dans une perspective de développement.

Les thèmes traités étaient relatifs à la différence entre le genre et le sexe, l'historique de l'intégration des femmes dans le développement, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que les différentes Résolutions de l'ONU relatives aux femmes.

A l'issue de la formation les participants ont développé une compréhension commune des concepts de base et des méthodes pour analyser les rôles, les rapports et les situations dans une perspective de genre.

Elle les a également permis d'élaborer des stratégies faisant intervenir des éléments de genre dans la conception, la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets à base communautaire ainsi que les politiques et le fonctionnement des institutions. ■



Photo de famille de l'équipe FAO après le cocktail organisé à l'honneur de Baranyitondéye (en chemise jaune)



La FAO remercie vivement les bailleurs suivants pour leurs appuis actuels à ses projets et programmes depuis 2009:

La délégation de l'Union Européenne; ECHO; le Japon; le Royaume de Belgique; la Banque Africaine de Développement (BAD); le Fonds International de Développement Agricole (IFAD); la Suède; l'Espagne; l'Italie; l'Office pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA).

La vision FAO/CAUR:

« Un monde libéré de la faim et de la malnutrition où l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer les conditions de vie de chacun, et particulièrement des plus pauvres dans une optique économiquement, socialement et écologiquement durable »

Equipe Editoriale &

Mise en page:

Barnabé Ndayikeza

James Belgrave

Photographie:

James Belgrave
Giulio Napolitano
Barnabé Ndayikeza
Gilbert Nsengiyumva
Philippe Petit
Venuste Nahimana
Emmanuel Nizigiyimana
Floresta Burundi
FAO REOA

Photo de couverture:

©FAO/G.Napolitano



**Représentation de la
FAO au Burundi**

Avenue de la Plage,
Quartier Asiatique, Bujumbura
BP 1250 Burundi
Tel. +257 21 00 99
FAO-BI@fao.org
www.fao.com/emergencies
www.disasterriskreduction.net

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au:

Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome, Italie